

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 65 - VENDREDI 2 AVRIL 2010

## LE MERLE MOQUEUR

Je ne pensais pas ce que je vivrais un jour où, au lendemain d'une cuisante défaite électorale, un gouvernement augmenterait en pleine crise économique le gaz de 10 %. Je ne pensais pas que je vivrais un jour où quelqu'un, ou quelqu'une pour sacrifier au politiquement correct, déposerait l'expression « Fête de la fraternité » comme une marque, à l'INPI. Et pourtant, ces jours, je les vis, avec une résistance chômeuse qui, de plus en plus, rêve de plein emploi.

## AGENDA MILITANT

→ 6 avril

Toulouse [Jaurès et le journalisme](#)

Paris [Cheminots, la fin du service public ?](#)

→ 12 avril

Paris [Guerres et métissages dans le nationalisme...](#)

→ 17 avril

France [Journée internationale des luttes paysannes](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme et autogestion :**

[Liberté, émancipation, autogestion...](#)

[Le fil du temps](#)

[Communisme et autogestion](#)

→ **Culture**

[L'université populaire, une marchandise ? !](#)

→ **Action politique**

[Contre les expulsions](#)

→ **Humour, Humeur**

Le PAP [Poétique Artiste Politique](#)

## Le mirage de la toute-puissance des libéraux

Il paraît que le président-directeur général de la France supplie ses troupes de ne pas mettre le bouclier fiscal à la trappe et de ne pas revenir sur les suppressions massives de postes de fonctionnaires. Il faut dire que ses faux-amis ne cessent de lui faire le « coup de la fracture sociale », comme disent certains commentateurs pour qui la fracture sociale est un coup politique alors qu'elle est pour nous le coût de la dictature des marchés financiers, la facture à supporter par les classes pauvres et moyennes.

Ce débat a au moins le mérite de montrer que Sarkozy mène une politique de classe : il n'est que le cire-pompes des 16 500 nantis que le bouclier fiscal protège de « l'avidité satanique » de l'Etat social.

Face au bouclier fiscal, l'évocation par les socialistes de la responsabilité des collectivités locales pour dresser un « bouclier social » pose un problème de fond : s'agit-il seulement de dresser de nouveaux « filets sociaux », en continuant à accompagner l'accroissement abyssal des inégalités et de la précarité ? Ou s'agit-il de renverser la logique actuellement à l'œuvre, en changeant de logique économique ?

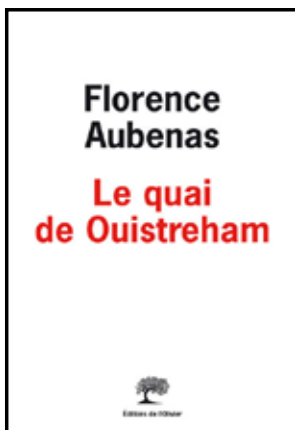
Pour ne pas s'en tenir à gérer les inégalités, la gauche de transformation sociale et écologique devrait s'appuyer sur ce fait rarement pris en considération : les politiques libérales menées depuis de nombreuses années sous le sceau des exigences de l'Union européenne n'ont pas obtenu la réduction des dépenses publiques, qui n'ont jamais cessé de croître, de même que l'emploi public pris globalement. Et c'est parce que les libéraux sont en échec sur leur objectif cardinal qu'ils prétendent aujourd'hui imposer une cure (une saignée, plutôt !) d'austérité sans commune mesure avec les précédentes réformes.

On ne devrait donc pas présenter la Révision générale des politiques publiques, la réforme des collectivités locales et l'assèchement des finances des départements seulement comme une nouvelle bataille venant après d'autres batailles qu'ils auraient gagnées. Ce sont plutôt les nouveaux outils des libéraux pour surmonter leur échec de 25 ans de luttes contre la dépense et l'emploi publics.

Tout cela n'atténue en rien la nécessité d'une mobilisation populaire pour contrecarrer les projets gouvernementaux. Cela contribue au contraire à se placer davantage en position offensive : les libéraux ne sont pas tout-puissants ; la résistance de la société est très forte ; construire une dynamique pour une alternative politique en rupture avec les politiques libérales, et lui donner force politique, c'est possible. ● GILLES ALFONSI

# Florence Aubenas c'est ainsi qu'elles vivent

**Il y a des livres qui peuvent être un document de travail pour tous ceux qui cherchent à comprendre l'époque présente. Celui de Florence Aubenas, témoignage direct sur la vie des travailleuses précaires, en fait partie. Quelques extraits pour montrer la complexité d'une situation et l'urgence du changement choisis par Catherine Tricot.**



(1) Florence Aubenas,  
*Le quai de Ouistre-  
ham*, éd. de l'Olivier,  
269 pages, 19 €

**L**e livre de Florence Aubenas *Le quai de Ouistreham* (1) est écrit pour rendre compte de « la crise ». Comme bien d'autres avant elle, en journaliste, Florence Aubenas a décidé de faire connaître une situation en se glissant dans la peau d'une autre, en endossant le destin d'une femme qui a besoin de travailler et fait pour cela des ménages.

On dira bien que son expérience est biaisée par son caractère provisoire, éphémère, réversible. Il est vrai que Florence Aubenas savait qu'elle ne vivrait pas toujours cette vie et surtout, au fond d'elle-même, elle savait pouvoir en sortir si elle le décidait. Et cela change beaucoup.

Mais notre propos n'est pas de juger du caractère scientifiquement pur de cette démarche. Il est de lire ce long témoignage pour ce qu'il peut nous apporter d'irremplaçable, au-delà même des circonstances particulières de sa réalisation, plus profondément même qu'un témoignage sur un moment de crise. Aubenas donne à voir les vies de femmes d'une ville moyenne française qui se démènent pour tout, pour survivre tout simplement. Florence Aubenas nous laisse avec ce témoignage, un peu comme, avant elle, les sociologues de l'équipe Bourdieu nous avaient livré les paroles brutes d'interviewés dans un livre marquant, *La Misère du monde*. Il ne faut pas attendre ici d'interprétation, de discours, de proposition. Ce travail politique est à faire. Mais Florence Aubenas nous offre un livre qui peut y contribuer pour qui le lira.

**F**lorence Aubenas dessine par touches la vie de centaines de milliers de personnes, surtout des femmes, qui exercent une activité dans des secteurs aux faibles conventions collectives, à la syndicalisation quasiment inexistantes, où l'individualisation des postes et des horaires est la règle. Que retient-on de ces extraits de vie ?

## **La dureté du travail**

Ce qui frappe, c'est la dureté du travail. Plus que les tâches elles-mêmes ce sont les conditions de leur exercice qui sont intenable. Pour gagner des marchés, les patrons des entreprises de nettoyage réduisent le coût de leur prestation en prétendant augmenter la productivité. Mais les femmes ne parviennent pas à remplir leur mission : elles dépassent le temps impartis, sans qu'il leur soit payé : 5 heures au lieu de 3 heures 30 le samedi pour nettoyer les bungalows d'un camping ; 4 heures au lieu de 3 heures 30 ailleurs. « *Comme seul le temps à bord est payé, on perd deux heures pour en gagner une. Le visage de Marilou ne reflète aucune contrariété. Je lui demande "Tu penses que c'est trop de temps gâché pour le salaire qu'on touche ?" Elle ne comprend pas. D'où je sors pour* ●●●

●●● *ne pas savoir que c'est normal ? Pour le boulot du matin, elle fait trois heures de trajet »*

Les horaires sont décalés. Aubenas raconte qu'elle rentrait à 23h30 et repartait à 4h30. Dormir devenait obsessionnel. Malgré cela, il n'y a pas le choix. « *J'annonce triomphalement: "J'accepterai tout. "Ici tout le monde accepte tout", dit le jeune homme derrière l'ordinateur.* »

### La précarité

« *Lætitia a enfin trouvé "autre chose" "Un fast-food à Blainville. pas un travail bien sûr, personne ne le croirait: aujourd'hui, on ne trouve pas de travail, on trouve "des heures".* »

### Le mépris

Le mépris, celui du patron et celui des salariés des entreprises « nettoyées », est la norme.

« *Alors, M. Mathieu éclate: "Mme Aubenas, je pourrais passer toute la matinée à vous expliquer, mais ça n'en vaut pas la peine. Je ne suis pas sûr que vous soyez capables de comprendre, et n'essayez pas de faire l'éducation de ceux qui n'en ont pas besoin."* »

« *Victoria... dit: "Tu verras, tu deviens invisible, quand tu es femme de ménage. Tu ne peux pas savoir le nombre de choses qu'on a dites ou faites devant moi et que je n'aurais pas dû savoir."* »

### L'argent

Il manque, c'est évident. Mais c'est acquis. On n'en parle plus. On fait avec. « *La semelle de ses baskets est fendue. Ella attend une promo pour en racheter.* ». La question que lui pose sa jeune collègue lors de leur première rencontre: « *Tu sais où on peut acheter des rôtis moins cher?* » « *Dans le tram, au retour, des manifestants discutent âprement des magasins où acheter les boîtes de thon les moins chers. Une femme se fâche: "Je t'assure, entre Lidl et Champion, on passe de 55 à 83 centimes."* »

« *Il paraît que c'est normal... Une assistante sociale a dit que c'est une prime supplémentaire, spéciale pour cette année. "Moi, j'ai eu 150 euros." Tout le monde crie: "Moi, pareil." "J'ai peur de dépenser. Si on me les réclame après?"*

*Je risque: "Qui a fait verser cet argent?" Ça fuse de partout: Sarkozy, le maire, la sécu, le gouvernement, le Père Noël, les allocs, le ferry. On conclut qu'on n'en sait rien, "mais 150 euros, ça fait un paquet de pognon qui tombe du ciel". "Oui, c'est notre parachute doré, nous aussi, on y a droit".* »

### La voiture

Elle est au cœur de tout, du travail, de l'argent, des rêves.

« *Il faut que je trouve une voiture.* »

Il n'est pas possible que l'auto tombe en panne; il est impensable de trouver un travail sans voiture, d'aller au travail sans voiture dans les zones d'activités, à ces heures-là. Un patron le dit: un candidat qui n'a pas de voiture n'est jamais retenu. Qui ferait deux heures de bus pour une heure de travail ?

« *La voiture c'est le premier critère des employeurs, même pour des activités qui ne l'exigent pas. Ça vous situe quelqu'un, ça prouve qu'on possède au moins de quoi mettre de l'essence, qu'on n'a pas*

**« Comme seul le temps à bord est payé, on perd deux heures pour en gagner une. »**

*peur de sortir de la ville, qu'on a un périmètre d'action important.* »

« *Je vous conseille de vous regrouper pour partager les frais d'essence, sinon vous mangerez toute la paye en carburant.* »

La voiture, c'est aussi le rêve « *Marilou n'a ni permis, ni voiture, ni amis, on la croirait élevée pour survivre sur un parking d'hypermarché. De loin, et à l'oreille, elle reconnaît plus facilement une voiture que n'importe quel être humain, elle est capable de réciter les marques et les prix de tous les concessionnaires de la ville, sait déjà l'auto qu'elle achètera – et avec quelles options – quand elle aura les sous, c'est-à-dire très bientôt. En tout cas elle sera neuve, c'est sur.* »

### Les autres, les ouvriers

C'est un des aspects les plus inquiétants du livre d'Aubenas. Ces femmes précaires se sentent exclues, méprisées par les autres salariés, en particulier par les ouvriers et leur mythique force collective.

« *Le chômeur regarde la foule (la manifestation). "Là-dedans il y en a au moins 80 % qui ne nous aiment pas nous, les chômeurs."* »

« *On parle des ouvriers, qui protestent eux aussi et demandent des primes de départ. On les envie. On le dit. "Ils décrochent le pactole. C'est facile pour eux, ils sont nombreux. Nous, on se fait licencier un par un, comme des merdes." On ne les aime pas non plus. On le dit.* »

« *T'inquiète pas, tous ces ouvriers, là, ils vont finir par dégringoler marche à marche. A la fin, il n'y aura plus de coussinets pour amortir leur chute. Le sol sera rude pour eux aussi. Ils finiront par s'en rendre compte.* »

### Les syndicats

C'est le pendant de l'exclusion sociale: l'exclusion syndicale. Les témoignages convergent: ces femmes n'ont pas les codes, la culture qui leur permettraient d'être reconnues par les syndicats. Un gros ratage! « *La manifestation grossit toujours, mais sans colère, sans slogan réel, comme si sa seule revendication était sa propre masse. Gigantesque, démesurée, la foule a même fini par engloutir ceux qui l'avaient convoquée, les syndicats. On distingue parfois un chant, un drapeau. Le cortège ne semble plus porté ni par les certitudes, ni par les doléances, mais traversée seulement de questions qui volent de groupe en groupe "Combien on est? Qu'est ce qu'on va faire? Jusqu'à quand ça va durer? Où on va?"* »

« *Pour parler d'eux-mêmes, ils proclamaient "Nous, on est des bastions". Ça voulait tout dire. Le reste ne comptait pas. Dans les manifestations certains avaient honte d'être à côté des caissières de Continent ou les femmes avec un balai. C'était leur grève à eux, leur marche à eux, leur banderole à eux, leur syndicat à eux.*

*Aux réunions, les responsables avaient un langage spécial aussi, fait de culture politique et de termes techniques, que les précaires étaient censés comprendre et ne comprenaient pas...*

*Un des pires moments, à la section des précaires, était la rédaction des tracts. Cela se passait toujours de la même façon. Les filles commençaient à s'y* ●●●

●●● mettre, puis, au bout d'un moment, un permanent du syndicat venait... "vous mettez trop de temps, je vais le faire pour vous"... Ils ne les trouvaient pas au niveau, elles manquaient définitivement de conscience de lutte. Ils finissaient par écrire ce qu'ils voulaient sur les tracts. »

### Les agences d'intérim

« On me traite avec une douceur d'infirmière dans un service de soins palliatifs, mais fermement. Vous ne pouvez pas être classée parmi les personnes très très sûres, les Risque Zéro, précise un autre jeune homme dans une autre agence. Aujourd'hui les Risques Zéro sont les seuls auxquels les employeurs font appel pour l'intérim. On a un fichier spécial pour ça, même pour des remplacements de 24 heures à l'usine des steaks hachés. » « Vous êtes plutôt le fond du panier. »

« La jeune fille sourit. Non, je vous l'ai déjà expliqué. Ce n'est pas la peine de repasser. S'il vous plaît, madame. »

### Le Pôle Emploi

La langue y est folle « La meilleure solution pour votre projet personnalisé d'accès à l'emploi est de vous orienter vers la spécialité d'agent de nettoyage ». « Elle nous donne des formules qu'aucun d'entre nous n'imaginerait trouver tout seul, comme "expériences variées" ou "compétences transférables". »

Le fonctionnement est ubuesque. Aubenas raconte qu'une prise de rendez-vous ne peut se faire en direct, dans l'agence. Il faut téléphoner... et attendre parfois même plusieurs heures au bout du fil – au téléphone mis à disposition par l'agence elle-même !

Les stages n'illusionnent plus personne : « – On est payé combien pour la formation ?

– Y a pas de formation, imbécile. Tu veux être formé à quoi pour balancer des sacs en plastiques dans une benne ?

– Y a une formation. Forcément. Y a des formations pour tout. J'ai fait une formation de réparateur de balançoires. Payée la formation.

– Ce que c'est con un rouquin...

– J'suis pas rouquin. »

Les deux poids deux mesures sont de règle. Il est rappelé aux chômeurs : « Vous avez des droits, mais aussi des devoirs.

Vous pouvez être radiés. » Mais les employeurs peuvent déposer des annonces hors cadres des conventions collectives, par exemple sur le taux horaire.

Les salariés de pôle emploi sont eux-mêmes inquiets et maltraités. « L'autre jour quelque part dans l'Est, d'autres collègues ont, paraît-il, été séquestrés par un usager. Il y a de plus en plus d'incidents dans les agences. Tout ça va mal se terminer, le conseiller en est sûr. »

« Le personnel de l'administration de l'emploi a longtemps été constitué avant tout de travailleurs sociaux. Désormais, le recrutement cible avant tout des commerciaux. » Mettez-vous dans la tête que c'est un nouveau métier. Ce que vous avez connu n'existera plus" répètent les directeurs. »

« Il est apparu assez vite que Pôle Emploi n'avait rien à annoncer à cette réunion. Dans le groupe, certains avaient protesté. "Pourquoi nous a-t-on fait ve-

nir ?" Un conseiller avait fini par leur expliquer les "consignes" qui leur étaient données... On convoque une catégorie de chômeurs, cadres, Rmistes, peu importe. Une partie ne viendra pas, et sans justificatif, c'est statistique. Ils seront radiés. "Ce n'est pas grave", avait tempéré le conseiller. Ils peuvent se réinscrire après, s'ils veulent". » ●

Cerises est édité par  
les Communistes unitaires  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

Noyau : Gilles Alfonsi

Queues de Cerises : Philippe Stierlin,  
Roger Martelli, Catherine Tricot,  
Arnaud Viviant.



Pour recevoir Cerises chaque semaine, merci d'envoyer un message à : [contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com) en indiquant vos noms, prénom, ville et département et l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez recevoir Cerises.

**Face aux expulsions.** Six maires de Seine-Saint-Denis – Catherine Peyge (Bobigny), Carinne Juste (Villetaneuse), Jacqueline Rouillon (Saint-Ouen), Michel Beaumale (Stains), Didier Paillard (Saint-Denis), Gilles Poux (La Courneuve) et Didier Mignot (Blanc-Mesnil) – ont signé le 15 mars des arrêtés demandant la « suspension de toutes les expulsions locatives tant que toutes les mesures préventives, y compris les dispositions prévues dans le cadre de la loi DALO en faveur du relogement des familles, ne seront mises en œuvre ». Ils demandent maintenant au préfet du département de suspendre les commissions de prévention des expulsions programmées.

**Que faire? (suite)** A la suite de la réunion du 26 mars sur le thème « Que faire? Autre chose? Autrement? », un texte de départ collectif du PCF est en préparation. Il sera proposé à la signature mi-avril. Des militants ont d'ores et déjà rendu public leur décision de quitter le parti. Un mail a été créé pour se faire envoyer le projet de texte : [nouveaudepart@camarail.com](mailto:nouveaudepart@camarail.com)

**Départ.** Dans un texte intitulé « Pour quoi nous quittons le Parti communiste français », Pierre Mansat (adjoint au Maire de Paris) et Catherine Gégout (ancienne conseillère de Paris) évoquent les raisons de leur rupture : « (...) nous en sommes arrivés à la conviction que cet outil que les communistes se sont donné n'est plus aujourd'hui réformable, ne peut pas jouer un rôle moteur dans la construction d'une alternative, produire les idées et les actes nécessaires. Le Parti communiste a été important dans l'histoire, a pesé sur l'évolution de la société française, chaque fois qu'il a été capable de rassembler, de cristalliser les espoirs et les forces dans un élan transformateur, de contribuer à l'irruption du peuple sur la scène politique. Sa perte de substance l'en rend aujourd'hui incapable. Nous le regrettons d'autant plus que pour l'instant aucune force pouvant y répondre n'a émergé et ce n'est pas sans amertume que nous constatons que le Parti communiste aurait dû être le levain de la construction d'une telle force mais qu'il a

constamment choisi le repli "identitaire", sous une façade d'ouverture et d'autosatisfaction. (...) il ne nous est plus possible de faire partie d'une organisation à laquelle nous ne croyons plus malgré notre estime pour les militants qui donnent le meilleur d'eux-mêmes et sont aux côtés de ceux qui luttent ».

**Changer de société.** François Asensi, député de Seine-Saint-Denis évoque dans une contribution le « déclin inexorable » du PCF, « inscrit depuis de longues années dans une sorte d'autisme politique qui réduit le champ de sa pensée à une nostalgie, l'enferme dans une puissance passée et le condamne aux alliances électorales en position minoritaire ». Critiquant « la perte de substance intellectuelle de cette formation dont l'objectif principal semble être d'assurer la survie d'une structure », il dénonce aussi « L'esprit de fermeture qui a conduit au refus d'une candidature unitaire de la gauche antilibérale en 2007 », considérant que « le lancement du Front de gauche n'a pas interrompu ce cycle ». Abordant l'avenir, il évoque ainsi la question de la radicalité : « il s'agit moins d'en adopter la posture, en guise de slogan qui nous différencierait des politiques d'accompagnement du libéralisme, que d'affirmer la radicalité d'un projet émancipateur. (...) Changer de société, c'est donner un cap démocratique et révolutionnaire. C'est surtout affirmer haut et fort que le principe de justice, d'égalité et de liberté doit être au cœur de cette société. (...) Nous ne pouvons pas nous épuiser à vouloir bouger les choses au PCF. Nous ne pouvons pas, non plus, accorder des excuses à des dirigeants campés sur leurs certitudes. Je crois que le renouveau politique est à construire ailleurs. J'irai pour ma part vers ces chemins nouveaux avec des convictions bien à gauche, révolutionnaires parce qu'elles restent plus que jamais communistes ».

**Congrès d'étape.** Le conseil national du PCF des 27 et 28 mars a confirmé la tenue d'un « congrès d'étape » les 18, 19 et 20 juin prochain destiné à permettre d'approfondir la « mise en œuvre des orientations » du congrès de décembre 2008. La résolution adoptée à l'issue de ses travaux souligne notamment que les « communistes ont pris toute leur place dans la très large victoire de la gauche ». Dans la situation politique actuelle, « le Front de gauche est aujourd'hui l'une des trois composantes indispensables à toute victoire de la gau-

che » mais « nous ne sommes pas encore parvenus à faire décoller cette dynamique politique comme nous le souhaiterions ». Évoquant une nouvelle phase, qui ne devrait pas être seulement un « élargissement » du Front de gauche, le texte évoque un « Front de gauche d'une nouvelle dimension, un Front social et intellectuel d'actions et de projets, un Front populaire pour une alternative à gauche ». Enfin, « l'heure est à la dynamisation, au renforcement et la transformation profonde du PCF ».

**Proposition.** Dans une tribune à lire sur son site ([www.patrice-leclerc.org](http://www.patrice-leclerc.org)), Patrice Leclerc (Conseiller général dans les Hauts-de-Seine) évoque les conditions de relance d'une perspective politique : « (...) la direction du NPA joue la vengeance du trotskisme sur le stalinisme, le PCF se pense immortel et incontournable, le PG prépare les présidentielles, les coordinations et mouvement, les unitaires de toutes les formations rament contre les logiques d'appareil... La gauche de la transformation sociale et écologique doit sortir de ses gamineries (maladie infantile?) pour être utile. (...) Je soumets une proposition : que toutes celles et ceux qui veulent transformer la société, développer de nouvelles façons de faire de la politique, que celles et ceux qui critiquent les « anciens partis », veulent subvertir le système et les systèmes, qu'ensemble nous formions une quatrième composante du Front de gauche. Le NPA pouvant décider d'en être ou d'être la 5<sup>e</sup> composante. La Fédération pour une alternative sociale et écologique pourrait travailler en ce sens. Il faut que le cartel actuel du Front de gauche montre qu'il est d'accord pour accueillir de nouvelles composantes, des citoyennes et des citoyens, à égalité, pour sortir d'une logique de cartel d'organisations, pour innover et expérimenter de nouvelles formes d'interventions politiques, prenant appui sur des comités ou collectifs locaux unitaires, en lien avec les acteurs du mouvement social. » Faut-il jouer la quatrième roue du carrosse, l'agrandir et/ou en changer la nature et les formes? Comment? Ce débat commence.

**A noter sur votre agenda.** L'université d'été de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) devrait se tenir du 26 au 29 août prochain. A suivre.

## APPEL À CONTRIBUTIONS

# Penser les transformations nécessaires du système éducatif

**A** une époque où la composante intellectuelle du travail grandit, où la séparation des tâches de conception et d'exécution tend à être dépassée, où la formation continue tout au long de la vie apparaît comme une composante du processus du travail lui-même, le rôle du système éducatif dans le développement économique, social et humain est décisif et implique des choix essentiels quant à la conception même de la société que nous voulons.

L'acharnement du pouvoir aujourd'hui à imposer des réformes dictées par des considérations idéologiques et politiciennes malgré l'opposition quasiment unanime des premiers intéressés peut paraître aberrant, voire suicidaire. On ne peut le comprendre sans revenir à l'analyse de la crise d'un système qui reste fondé sur la compétition et la sélection des futurs dirigeants de la société néolibérale au détriment de la grande masse des jeunes.

Quel que soit le point de vue que l'on adopte, force est de constater que ce système est aujourd'hui à bout de souffle. Il nécessite des changements profonds, tant dans les programmes d'enseignement que dans ses structures et ses modes de fonctionnement qui sont en déphasage complet avec les aspirations et les potentialités des jeunes et de la société d'aujourd'hui.

Il est plus que temps, aujourd'hui, de penser les transformations nécessaires du système éducatif dans le sens du projet d'alternative écologique et sociale en construction qui fonde notre ambition politique. Nous ne partons pas de rien : des propositions existent, émanant de tous ceux qui animent le mouvement de transformation sociale (individus, syndicats, partis, associations,...). Dont beaucoup peuvent être mutualisées. Des pistes nouvelles peuvent être explorées.

D'où cet appel à contributions qui pourraient permettre de mettre en place un groupe de travail destiné à élaborer des positions collectivement élaborées et partagées sur une liste électronique de travail spécifique. Ce groupe est ouvert à tous.

Des productions collectives, individuelles, des synthèses pourront alimenter divers espaces : la liste de discussion et le site de l'ACU, *Cerises* etc.

Les contributions peuvent être envoyées à [jose.tovar@wanadoo.fr](mailto:jose.tovar@wanadoo.fr)

# PENSER LES CONTRADICTIONS DU RÉEL

## Ce que nous entendons par communisme

Après une première cueillette en février, d'autres contributions sont parvenues en mars, en réponse, entre autres, au communiqué adressé à la presse, à diverses organisations et individuellement. Ce deuxième volet, avec une forte inflexion sur « le » système, « le » capitalisme, est également en ligne sur le site de l'Association des communistes unitaires.

**Produire un nouveau regard sur le monde** implique de s'interroger en permanence sur les réalités de ce monde.

Travailler sur ce que l'on entend par communisme amène à reposer des éléments **d'analyse du capitalisme et de la société, des sociétés réelles**: quelle est la cohérence du capitalisme, fait-il système « à lui tout seul » ? Et d'ailleurs quel capitalisme, à quelle étape de son évolution ? Recouvre-t-il la globalité de la société, des sociétés, dans quelle mesure permet-il des avancées, quelle est la part des luttes dans ces avancées et celle de « l'intérêt » du capitalisme ? Bref, il s'agit de **penser les contradictions du réel**.

**Etre en rupture au quotidien avec l'ordre existant**, n'est-ce pas aussi se libérer de ses habitudes de pensée, individuellement et collectivement, s'extraire davantage de la **culture communiste historique, des formes d'organisation** qui se sont ossifiées au cours du siècle dernier et perdurent comme autant de freins à l'émancipation, bref de la forme-parti ?

Au-delà de ces contributions en contrepoint en quelque sorte à une approche de ce que peut être le communisme, certains textes en tentent une ébauche: le communisme est la **mise en actes d'un mouvement** qui associe étroitement libération de l'individu et libération de la société, un mouvement **où l'émancipation de chacun est la condition de l'émancipation de tous, et, vice-versa, l'émancipation de tous participe à l'émancipation de chacun**. Si l'idée n'est pas nouvelle, toute la question est celle du passage à l'acte, nous dit un contributeur.



Enfin, **ouvrir de nouveaux possibles**, c'est aussi **appuyer les exigences contemporaines sur la connaissance des luttes d'émancipation qui les ont précédées**, voire amorcées. c'est revisiter les « bégalements de l'histoire », en particulier des **frémissements de l'autogestion, et de ses liens avec le communisme**.

La discussion ne se poursuit pas seulement par mel, sur la liste de discussion de l'ACU ou par envois à l'adresse de l'Association, mais aussi directement sur le site qui en offre la possibilité: interrogation, commentaire, réponse. Avec des retours, par exemple, à Darwin et Marx.

En avril, une synthèse sera faite des premiers textes pour en dégager deux ou trois axes et relancer le travail. Cela nous mènera à une rencontre, en juin.

Ce débat est l'affaire de toutes et de tous.

● MICHÈLE KIINTZ

[contact.comunistes.unitaires@gmail.com](mailto:contact.comunistes.unitaires@gmail.com)  
[www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net)

## Confitures et déconfitures

# QUAND LES ACTIONNAIRES SE SUCRENT, LA FACTURE EST SALÉE

Il y a des gens qui aiment les chiffres. Et d'autres qui les retiennent. Si celles et ceux qui se souviennent du score de la liste pour laquelle ils ont (éventuellement) voté aux régionales ne sont pas légion, je ne doute pas qu'une majorité des citoyens ait retenu le chiffre de l'augmentation du gaz du 1<sup>er</sup> avril: 9,7 %. Même s'ils ne bénéficient pas du gaz naturel à la maison. Etant cadre à GDF SUEZ, je me suis retrouvé avec une flopée de sms et de courriels de la part de connaissances et d'ami-e-s avec des commentaires persifleurs. Et à devoir répondre à des gros mots (racket, spoliation...), à diverses boutades (*c'est un poisson d'avril, ça va rentrer dans votre poche de privilégiés...*) Durant le week-end qui plus est. Promis, juré, je n'avais décidé de rien.

Mes ami-e-s auraient dû capter que tout, désormais, est dans les mains de la direction du groupe GDF SUEZ, qui élabore la formule d'indexation et fixe les révisions de tarifs. Et que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a pour seule mission de s'assurer que les calculs du groupe privatisé sont en conformité avec la formule imposée par les lobbyistes du groupe. Bref que, débarrassé de la tutelle des pouvoirs publics, GDF SUEZ a grande latitude pour agir en faveur de ses intérêts et non de l'intérêt général.

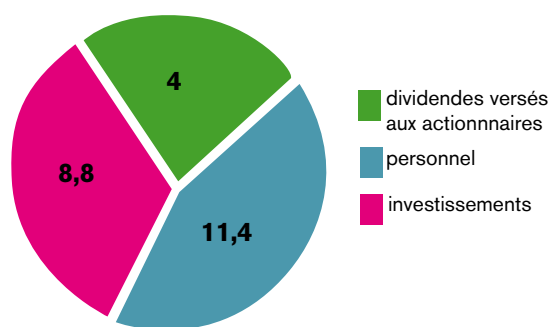
Il m'a donc fallu « défendre » la multinationale du CAC 40, que certains nomment encore service public, pour faire illusion ou par auto-persuasion. J'ai dit à mes interlocuteurs qu'ils ont eu tort de ne retenir que ce chiffre: 9,7% (soit + 87 € par an en moyenne sur une facture de 900). Car s'ils disposent d'un contrat gaz naturel pour la seule cuisson, c'est à une augmentation de 13,4 % du tarif régulé (on ne rit pas) à laquelle ils auront droit. Cela s'appelle la « segmentation de la clientèle », aux antipodes du service public et de l'un de ses principes fondateurs: l'égalité de traitement des usagers. Pour que ces derniers s'y retrouvent dans leur budget, j'ai suggéré qu'ils réduisent le poids de leurs biftecks et de leurs spaghettis. Cela les a énervés: « Tu comprends, à ce prix-là, autant passer à l'électricité. » J'ai aussitôt averti mes collègues commerciaux dont le métier est de vendre du gaz avec pour seul horizon la concurrence, les marges et le business.

Ensuite, j'ai dit à mes correspondants qu'ils avaient été chanceux: GDF SUEZ avait réclamé cette augmentation plusieurs semaines auparavant, et l'organe technique et indépendant appelé CRE avait repoussé sa décision pour la prendre... le surlendemain du 2<sup>e</sup> tour des régionales. « Quelques semaines d'augmentation en moins, c'est trop top ». Cela n'a pas suffi à les calmer.

L'un d'eux, Jeune Impopulaire de l'UMP, est convenu que décaler cette mesure n'avait pas eu les effets escomptés sur le score de sa liste et sur la cote de Sarkozy (qui s'était engagé à ce que l'Etat reste actionnaire majoritaire à 70 % de Gaz de France.) Ce même godelureau m'a soutenu que nous (le personnel, ses 35 h, son tarif préférentiel, son comité d'entreprise, ses primes...) coûtions cher à GDF SUEZ. Bref qu'il y a des privilégiés, ce qu'il n'est pas seul à penser: je connais des gens de « gôche » ou « apo-

litiques » qui professent cette idée depuis des lustres. Que le gaz soit cher ou bon marché.

C'est que le Jeune (Im) Populaire ne disposait pas des « éléments de langage » (1) des dirigeants de GDF SUEZ et du gouvernement. Selon le prêchi-prêcha officiel des années 2007-2008, l'augmentation des tarifs régulés (+40 % en 5 ans) du gaz était justifiée par la hausse des cours du pétrole. Le prix du baril de pétrole ayant entre temps fortement chuté (-37 % pour le baril et de -50 % pour le gaz en 2009 (2)), la chanson de l'augmentation entonne cette fois un autre couplet: celui du coût des infrastructures de stockage et de transport, qui aurait explosé de 22 % en un an. Précisons que ces coûts, de même que les coûts d'investissement, ont toujours été pris en compte dans les tarifs de service public.



4 milliards € versés aux actionnaires de GDF SUEZ en 2009, soit 40 % du déficit 2010 du système de retraites en France et 66 % du coût de la reconstruction d'Haïti

**La CRE vient d'avaliser la demande de hausse de +9,7 % de GDF Suez.**

**Le nouveau processus de révision tarifaire fonctionne correctement.**

**Ses impacts sont conformes à nos estimations.**

**Cette bonne nouvelle s'est traduite par une très forte hausse du cours de bourse de GDF Suez (+ 2,63 %).**

**Analyse financière Natixis – Morning news – 26 mars 2010**

Quant aux privilégiés... Les dividendes versés aux actionnaires en 2009 par le seul groupe GDF SUEZ se sont élevés à 4 milliards (3) captant 75 % du « résultat net consolidé » du groupe. Pour donner une idée de ce que cela représente: le déficit actuel du système de retraites, tous régimes confondus, est estimé à 10 milliards € et la reconstruction d'Haïti à 7,5 milliards €. Elsa Triolet écrivait que « les barrières n'ont que deux côtés. » Décidément, il y a ceux qui produisent des richesses et ceux qui en profitent.

● P.S.

(1) Novlangue tordant la réalité à la convenance de celui qui la parle, utilisée par des variétés de perroquets. Est au capitalisme mondialisé ce que la langue de bois est (encore) à de nombreux partis ainsi qu'à l'Union soviétique sous Brejnev.

(2) Source : communiqué de résultat annuel de GDF SUEZ.

(3) L'impôt sur les sociétés s'étant élevé à 1.7 milliard €.